

Lettre ouverte à Monsieur le directeur général des ressources humaines

Objet : Situation des Greta et de leurs personnels

Monsieur le directeur général,

la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques souhaiterait vous alerter en cette rentrée 2026 sur la situation du service public de formation continue de l'Éducation nationale.

Les Greta subissent de plein fouet les aléas du financement public de la formation des demandeurs d'emploi. La baisse progressive des financements de l'État dans le cadre du Programme Régional d'Investissement dans les Compétences devait correspondre à un retour progressif au plein emploi. Mais en dépit de son engagement, l'État a réduit sa participation de plus de 50 % supplémentaire contraignant les Régions à ajuster à la baisse leur programmation. Cela les conduit à réduire ou annuler les commandes et contraint les Greta à une importante contraction de leur offre de formation et de leurs prévisions budgétaires.

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques accompagne de longue date les personnels des Greta, elle a toujours encouragé et contribué au dialogue social et l'a souvent sollicité et utilisé au niveau national, régional, académique et dans les instances Greta, pour défendre les droits et revendiquer l'équité de traitement des salariés des Greta avec le reste des personnels de l'institution. Nous avons aussi pointé régulièrement des problèmes de gouvernance et de gestion financière des groupements pouvant entraîner des conséquences néfastes pour les personnels et leurs emplois.

Nous sommes donc aujourd'hui en alerte. Le contexte évoqué plus haut est préoccupant et les informations qui nous parviennent de nos militants et adhérents sont très inquiétantes : des agences Greta ferment ou annulent des formations par manque de financements, réduisant peu à peu les possibilités d'accueil des adultes demandeurs et d'activités pour les personnels. L'ensemble des personnels se sent fragilisé, des personnels en CDD ne sont pas renouvelés, d'autres en CDI se voient proposer des réductions de quotité (parfois si importantes que les personnels sont contraints à les refuser).

Les Directions des Greta sont souvent désarmées pour accompagner cette baisse soudaine d'activité et réagissent souvent dans l'urgence.

Pourtant les actifs tout comme les entreprises ont et auront encore besoin d'un appareil de formation pour accompagner dans l'acquisition de nouvelles compétences, nécessaires à l'évolution et aux reconversions professionnelles. La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques demande que cette mission de l'Éducation nationale soit préservée et continue à jouer pleinement son rôle régulateur de service public dans les territoires et d'accès à la formation du plus grand nombre sans discriminations.

La prospective à moyen et long terme est difficile mais nous savons, au moment où le taux de chômage remonte et où paradoxalement beaucoup de filières peinent à embaucher, que nous allons continuer à avoir besoin d'un service public pour la formation continue des adultes.

Nous vous demandons, face à cette situation, de permettre l'accompagnement et la sécurisation de ces personnels qui dépendent du ministère.

Des reclassements provisoires ou plus longs, des services partagés, des formations de professionnalisation sur de futures compétences attendues sont autant de possibilités pour permettre de faire face aux difficultés actuelles et dans un contexte de besoin en personnels pour l'ensemble des trois voies de formation professionnelles de l'Éducation nationale.

Nous vous demandons de construire et d'impulser les conditions de cet accompagnement pour sécuriser les personnels dans ce moment difficile, nous constatons quelques initiatives dans certaines académies sous forme de Groupe de Travail auxquels nous apportons notre concours mais nous vous demandons aujourd'hui d'impulser ce travail au niveau national pour avoir l'assurance que l'ensemble des personnels puissent en bénéficier dans les académies par des modalités auxquelles les représentants des personnels et les organisations soient associés.

Certaines académies font, par ailleurs, le projet d'une reprise par leur GIP-FCIP de l'activité de formation continue aujourd'hui en difficulté. Notre expérience et nos constats sur les projets finalisés ou en cours nous amènent à vous demander d'intervenir là aussi plus opérationnellement. Face à des acteurs qui semblent à chaque fois découvrir ou redécouvrir les étapes du processus au fur et à mesure sans pouvoir les anticiper, à des responsables qui ne savent pas toujours communiquer et rassurer des personnels laissés dans le flou, l'absence de dialogue social et de la participation des organisations syndicales, nous vous demandons un cadre juridique, technique et des recommandations pour la sauvegarde des personnels et du dialogue social.

Si nous ne sommes pas favorables à ce que l'on pourrait considérer comme une externalisation de la formation continue et que nous avons toujours promu l'idée d'un établissement et des personnels dédiés de l'Éducation nationale, pour fédérer les agences Greta, nous attendons de votre part la construction d'une démarche précise pour ces transferts en GIP, transparente et anticipatrice, partagée avec les responsables académiques et de régions académiques, les équipes de direction, les représentants syndicaux et les personnels que cela concerne en premier lieu.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions, Monsieur le directeur général, de recevoir nos sincères salutations.



Laetitia Aresu
Secrétaire générale